28 octobre 1998, Québec

Allocution à la suite de la signature des décrets annonçant l'élection du 30 novembre 1998 au bureau du Lieutenant-gouverneur

Mesdames, Messieurs,

Je viens de signer, avec madame le lieutenant-gouverneur, des décrets qui donnent, ni plus ni moins, le pouvoir aux femmes et aux hommes du Québec: le pouvoir de se choisir des élus, de se choisir un gouvernement. Je ne dirai que quelques mots aujourd'hui, d'abord pour inviter les Québécoises et les Québécois à saisir cette occasion. Je les invite à participer en grand nombre à l'ensemble des activités de la campagne électorale, puis au vote du 30 novembre. Le peuple du Québec est parmi les plus assidus à la participation démocratique.

Le taux de participation aux élections québécoises dépasse souvent les 80 %, et chacun se souviendra des 94 % qui se sont prononcés lors du référendum de 1995. L'élection du 30 novembre prochain revêt un caractère particulier. Les femmes et les hommes du Québec vont choisir les idées, l'équipe et le premier ministre qui vont faire entrer le Québec dans le troisième millénaire. C'est à la fois un cap emballant et un défi à relever. Nos vies sont de plus en plus dépendantes de phénomènes qui nous affectent à distance: une crise financière à Tokyo peut avoir un impact sur le niveau d'emploi à Québec, la fragilité d'un gouvernement en Russie fait varier la valeur de notre dollar, donc la rentabilité de nos entreprises exportatrices. Face à ce gigantesque défi, il y a deux approches.

Certains proposent que le Québec se départisse de certains des outils collectifs dont nous nous sommes dotés, de réduire de 30 % notre capacité d'agir collectivement, de nous laisser porter par le courant, et que le meilleur gagne! C'est la méthode du risque maximum. Nous, du gouvernement du Parti Québécois, pensons au contraire que plus nous sommes touchés par la mondialisation, plus il faut donner aux citoyennes et aux citoyens une meilleure maîtrise de leur développement économique, social et culturel. Une meilleure maîtrise dans leurs localités, avec les nouveaux lieux de concertation que sont les Centres locaux de développement. Une meilleure maîtrise au niveau de l'ensemble du Québec, de plusieurs façons. D'abord, grâce au déficit zéro, avec des finances collectives qui seront en équilibre, dans cinq mois, pour la première fois en 40 ans. Une meilleure maîtrise au niveau québécois grâce à notre pratique de la concertation avec nos sommets sur l'économie et l'emploi, l'agriculture, la lecture et le livre.

Nous voulons continuer à construire ensemble les outils collectifs que nous nous sommes donnés pour avoir notre mot à dire dans le développement économique: des outils comme le mouvement coopératif, actif aussi bien dans le domaine financier qu'agricole, des outils comme la Société générale de financement, qui attire ici de grands investissements étrangers, des outils comme Investissement-Québec, l'économie sociale, les fonds de solidarité et bien d'autres encore. Nous voulons faire encore mieux, ces prochaines années, pas en copiant les autres, mais en tirant le meilleur de nous-mêmes et en misant sur ce qui nous distingue. Alors, contrairement à nos adversaires libéraux, nous, du Parti Québécois, ne pensons pas que l'État des Québécois, le seul État des Amériques contrôlé par un peuple francophone, doive être rapetissé de 30 %.

Nous pensons que les Québécoises et les Québécois ont toute la compétence voulue pour prendre toutes leurs décisions et assumer toutes leurs responsabilités. Nous pensons que le Québec devra parler de sa propre voix, à la table des nations du siècle prochain. En attendant et de toute façon, il importe plus que jamais de défendre les intérêts du Québec face aux intrusions du fédéral.

Le choix du 30 novembre est donc important. Dans l'urne, que les Québécoises et les Québécois auront le pouvoir de décider. Nous leur proposons de construire, ensemble, un modèle qui marche et qui nous ressemble, le modèle québécois.

Merci.